

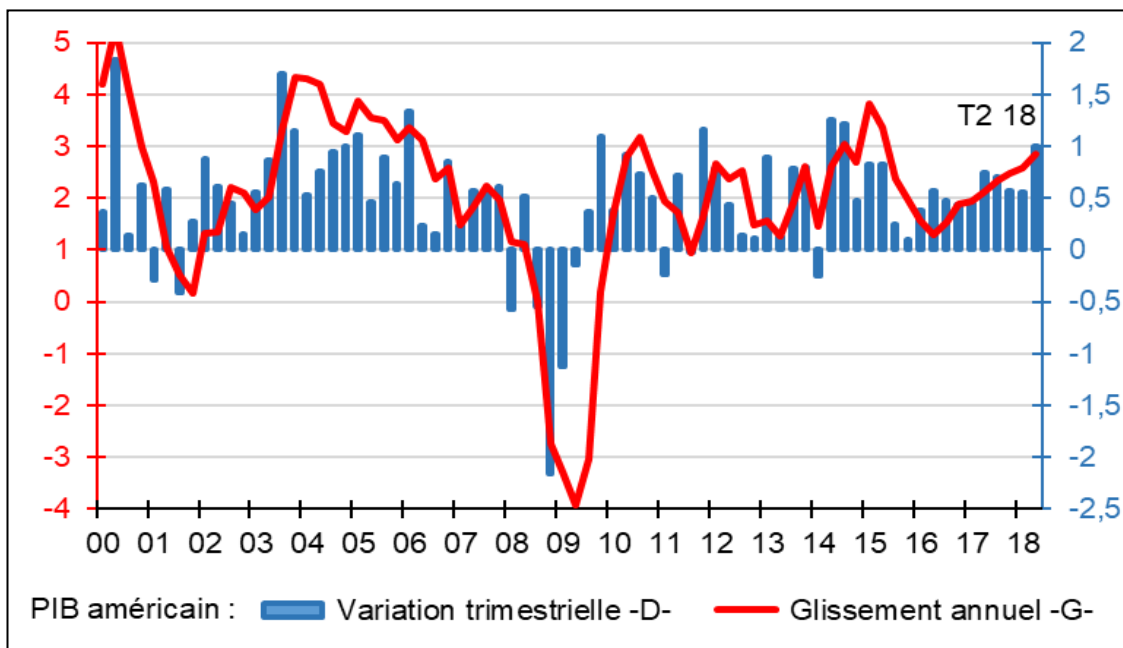
Etats-Unis, UEM, France : les écarts se creusent encore.

Pour illustrer les tenants et les aboutissants de notre « Humeur » de la semaine dernière, rien ne vaut quelques graphiques explicites, qui risquent néanmoins d'être difficiles à supporter pour les Européens dogmatiques et les anti-Américains primaires.

En effet, au deuxième trimestre 2018, et comme cela s'était déjà observé au premier trimestre, le PIB américain a accéléré, tandis que celui de la zone euro a décéléré.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : après avoir déjà progressé de 0,6 % au premier trimestre 2018, le PIB des Etats-Unis a augmenté de 1 % (soit 4 % en rythme annualisé) au trimestre suivant, un record depuis le troisième trimestre 2014. De la sorte, son glissement annuel est passé de 2,6 % à 2,9 %. Cette fois-ci un plus haut depuis le deuxième trimestre 2015.

Croissance américaine au deuxième trimestre 2018 : + 1 % sur un trimestre, + 2,9 % sur un an.



Sources : BEA, ACDEFI

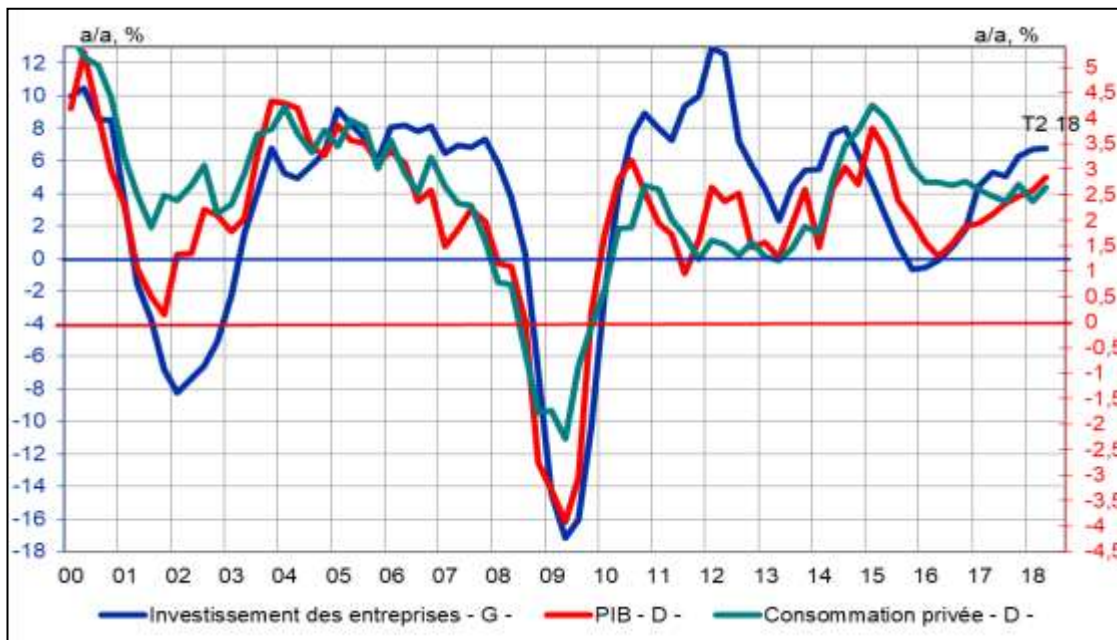
Ce dynamisme s'explique notamment par la vigueur de la consommation et de l'investissement des entreprises, qui ont augmenté de respectivement 1 % et 1,8 % sur le seul deuxième trimestre, enregistrant des glissements annuels respectifs de 2,7 % et 6,7 %.

S'il ne s'agit pas encore de sommets exceptionnels, ces performances confirment néanmoins que la dynamique de la demande intérieure est forte et que les baisses d'impôts continuent de bien fonctionner aux Etats-Unis.

De plus, il faut signaler que les stocks ont contribué négativement à la croissance du PIB du deuxième trimestre, lui enlevant 0,3 point. Ce qui signifie que, hors stocks, le PIB américain a progressé d'environ 1,3 %, soit 5 % en rythme annualisé.

Parallèlement, les exportations ont progressé de 2,3 % et les importations de 0,1 %, ce qui signifie que le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance américaine, à hauteur de 0,3 point.

PIB, consommation des ménages et investissement des entreprises : tout est bon chez l'Oncle Sam.



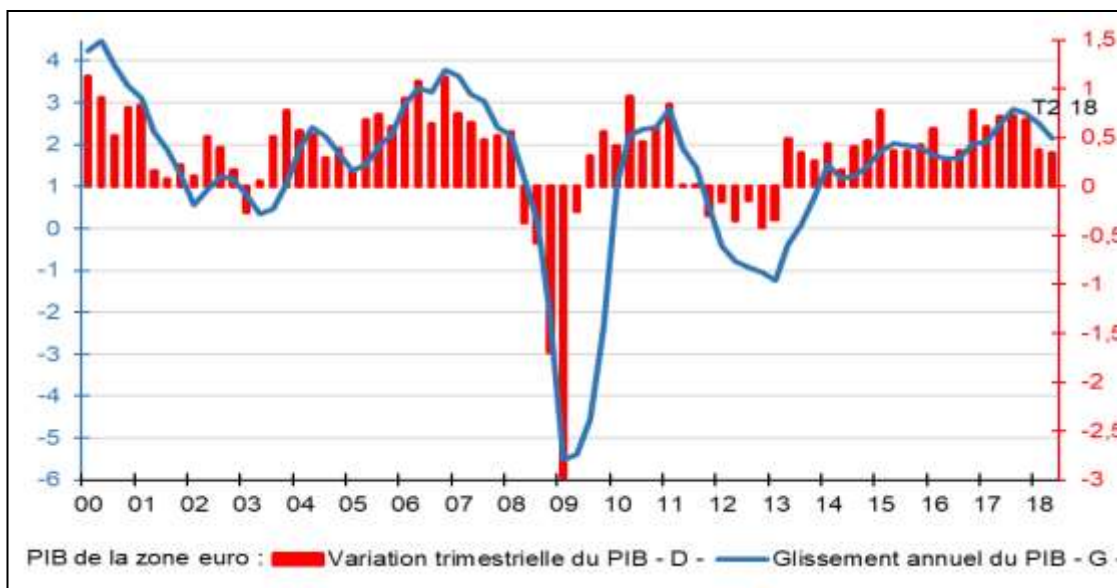
Sources : BEA, ACDEFI

De plus, ces évolutions soulignent que le cercle vertueux « investissement-consommation-emploi » est bien installé outre-Atlantique.

Bien loin de ce dynamisme, et conformément à nos prévisions, la croissance eurolandaise a continué de décélérer. Après avoir atteint 0,7 % par trimestre du quatrième trimestre 2016 au même trimestre de 2017, la variation du PIB de l'UEM est ainsi tombée à 0,4 % au premier trimestre 2018 et 0,3 % au suivant.

Son glissement annuel en a évidemment subi les conséquences, passant de 2,8 % aux troisième et quatrième trimestres 2017 à désormais 2,1 %.

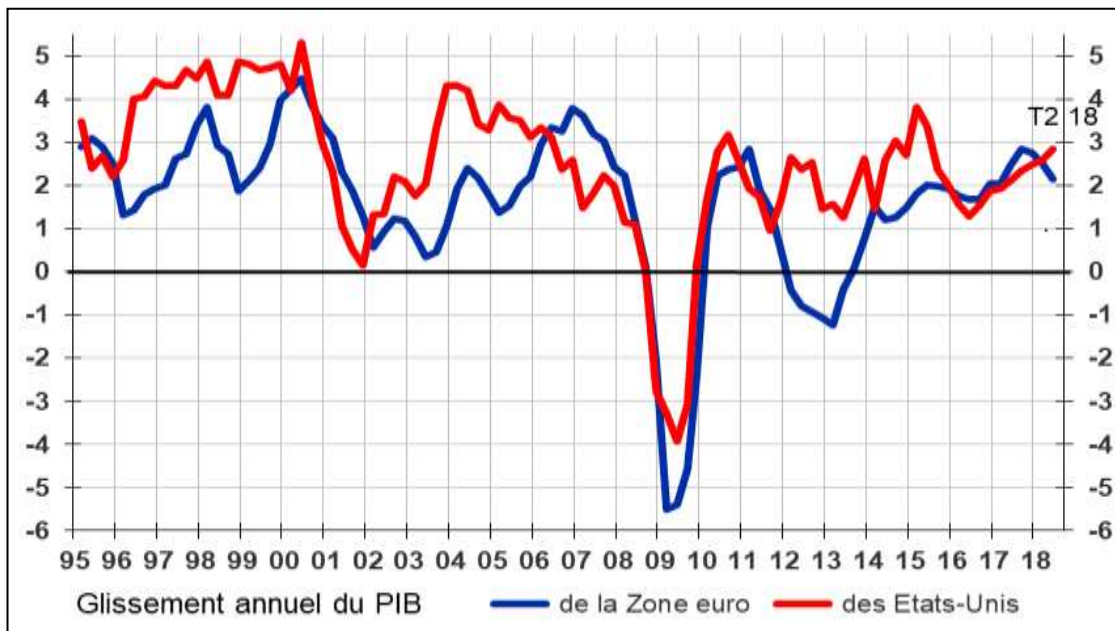
La croissance de la zone euro décélère encore...



Sources : Eurostat, ACDEFI

Autrement dit, après une année 2017 de léger dépassement, la croissance eurolandaise est nettement et rapidement repassée sous celle des Etats-Unis.

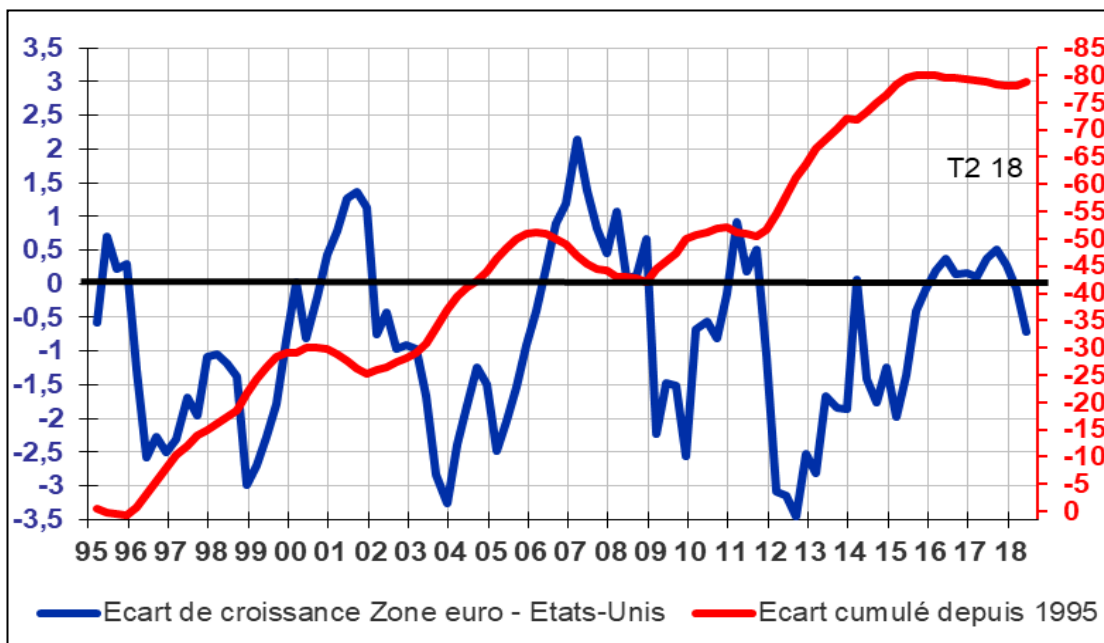
Croissances des Etats-Unis et de la zone euro : le « ciseau » s'ouvre de plus en plus.



Sources : BEA, Eurostat, ACDEFI

Conséquence logique de cette « ouverture de ciseaux », l'écart de croissance depuis 1995 a encore augmenté, atteignant désormais 78,8 points.

Ecart de croissance Etats-Unis / UEM : quasiment 80 points depuis 1995.

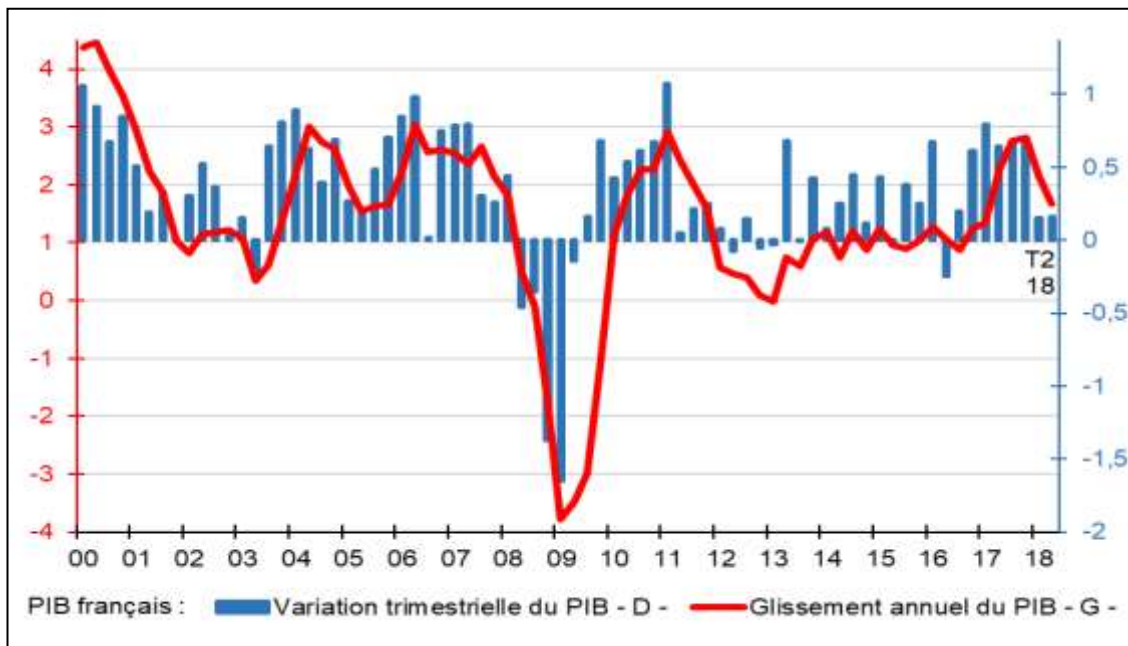


Sources : BEA, Eurostat, Calculs ACDEFI

Et malheureusement, au sein de cette même zone euro, la France a encore brillé par sa contre-performance, puisque son PIB n'a progressé que de 0,2 % au deuxième trimestre, affichant un glissement annuel de 1,7 %, un plus bas depuis le premier trimestre 2017.

De plus, cette descente dangereuse s'explique principalement par la baisse de 0,2 % de la consommation des ménages au cours de ce même deuxième trimestre. Son glissement annuel atteint désormais 0,7 %, un plancher depuis le deuxième trimestre 2014.

La croissance française plonge.



Sources : INSEE, ACDEFI

De même, l'investissement en logement des ménages a reculé de 0,1 % sur ce trimestre et le commerce extérieur a enlevé 0,3 point à la variation du PIB. Enfin, hors stocks, le PIB français a reculé de 0,1 % au deuxième trimestre.

Seule consolation de ces tristes comptes nationaux, l'investissement des entreprises a progressé de 1,1 % et de 4,3 % en glissement annuel.

France : la consommation s'effondre mais l'investissement des entreprises résiste.



Sources : INSEE, ACDEFI

Mais ne rêvons pas, les dernières enquêtes sur l'emploi et les statistiques du chômage ont confirmé que la baisse de ce dernier n'était malheureusement pas pour demain.

Marc Touati